

Comité des sages européens ou sommités en cage

Article paru dans Libération, rubrique Rebonds, du 13 décembre 2007

Le traité de Lisbonne laisse entier un problème essentiel : le sens de l'intégration européenne échappe aux jeunes générations. C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a proposé la création d'un « comité de dix à douze sages » pour réfléchir à « l'avenir du projet européen ».

L'intuition est bonne mais le succès de l'entreprise n'est pas acquis : pour déterminer leur avenir, les Européens attendent plus qu'un groupe restreint siégeant à huis clos.

Au cours des dernières décennies, nos sociétés ont profondément changé. Mieux formées, les populations sont aussi mieux informées. Quand la Communauté européenne du charbon et de l'acier a été créée, 4 % des Français avaient le baccalauréat, contre plus de 60 % aujourd'hui, les filles ayant devancé les garçons. Là où l'ORTF était en position de monopole, sites Internet et blogs foisonnent. Le temps lointain (1986...) où les autorités nationales pouvaient faire croire que les frontières arrêtaient les nuages de Tchernobyl est heureusement révolu.

Depuis les comités Davignon, Westendorp ou Delors, que le président Sarkozy a cités comme modèles, l'Union européenne a inventé une nouvelle méthode de travail : ce sont des conventions, majoritairement composées d'élus nationaux et européens, qui ont rédigé la charte des droits fondamentaux puis le projet de traité constitutionnel. Elles ont travaillé en public, en toute transparence. Un groupe de sages enfermé dans sa tour d'ivoire constituerait une régression. Aussi le Parlement européen a-t-il proposé qu'il se limite à préparer les travaux d'une nouvelle convention. C'est une piste qui mérite d'être creusée. Il serait impensable qu'élus européens, nationaux et locaux, qui sont les seuls « relais de proximité » de l'UE, soient tenus à l'écart de l'exercice. Tout devrait être entrepris au contraire pour impliquer le grand public, celui qui, dans les zones rurales, les petits bourgs, les banlieues, se sent aujourd'hui exclu du « projet » européen. C'est pourquoi les télévisions, trop souvent en retrait sur les questions européennes, ont aussi un rôle primordial à jouer. Ce comité devrait être européen dans sa composition, son approche, son ambition. Il devrait renouer avec cette conception élevée de l'intérêt général qui était celle des pères fondateurs. Depuis des années, une majorité de nos gouvernants et des responsables européens, prisonniers de leur petite boîte nationale, de leurs petits problèmes de court terme, de leurs visions étriquées, pensent - comme diraient les anglophones - in the box. Alors si comité des sages il y a, que ce ne soit pas un groupe de sommités en cage ! Ce groupe devrait au contraire réunir des personnalités à l'engagement européen incontestable, des hommes et des femmes à l'aise dans plusieurs cultures, capables de s'élever au-dessus des contingences nationales.

Des Européens libres, capables de dénoncer les abus et faux-semblants, pour rendre enfin au projet européen sa grandeur, sa magnifique part d'humanité. Nicolas Sarkozy ayant suggéré un nombre inférieur à 27, suggérons que chaque gouvernement ne puisse désigner qu'un ressortissant d'un autre Etat membre. Il appartiendrait ensuite au Conseil européen de retenir les douze meilleurs, en privilégiant les compétences et l'attachement à l'Europe. Pour refléter la réalité pluriculturelle de l'Europe, le comité devrait aussi faire place à de nouveaux visages. La richesse de l'UE, c'est sa diversité, c'est la présence, parmi nous, de nombreux peuples longtemps privés de liberté, tenus à l'écart de l'intégration européenne ; c'est aussi l'existence, au cœur même de nos sociétés, de métissages que les dirigeants et les classes favorisées continuent trop souvent d'ignorer. Les jeunes issus de l'immigration sont cantonnés à des problématiques de quartiers, d'islam et de banlieues ; leur capacité à « passer les frontières » n'a jamais été mise au service de l'Europe unie. C'est un gaspillage de talents consternant.

Plusieurs responsables européens, qui ont accueilli favorablement l'idée de Nicolas Sarkozy, ont aussitôt écarté certains sujets : que le comité ne parle pas des frontières, c'est tabou ! Ni des institutions, on en a déjà trop parlé ! D'autres voudront exclure le social ou tout débat sur les valeurs de l'UE, pour ne pas peiner les Britanniques, l'éducation, pour ne pas fâcher les Länder allemands, l'énergie, car Poutine en serait marri, ou la politique étrangère, si George Bush fronce les sourcils. Et il y a fort à parier que tous les gouvernements, sans exception, écartent les questions budgétaires :

1 % du PIB pour financer la paix, la solidarité, la prospérité, le marché, la concurrence, l'euro, la PAC, Erasmus, la défense, la Pesc, la politique de voisinage, la culture et même le rêve européen, voilà qui est bien assez, n'est-ce pas ?

Nous pensons au contraire que le comité des sages devrait parler de tout, et en priorité d'argent et de frontières. L'Europe a besoin d'oxygène ! Dans Sainte Jeanne, l'écrivain irlandais Bernard Shaw suggère : « Laissons faire les fous, voyez où les sages nous ont conduits. » Le conseil est avisé.